

« TIERRA O MUERTE ! »

C'est la réponse jetée par
HUGO BLANCO
à ses accusateurs militaires

Comme on l'avait prévu, le procès de Hugo Blanco, président national du Front de la Gauche Révolutionnaire (FIR) du Pérou, ne s'est pas déroulé à Arequipa, dans la région où les syndicats ont une grande influence, où Hugo Blanco jouit d'une large sympathie dans la population. La Troisième Zone de Justice militaire a jugé Hugo Blanco et ses camarades dans la petite ville de Tacna, dans le sud du Pérou.

L'ouverture du procès, d'abord annoncée pour le 29 août, n'a eu lieu que le 30, parce que les avocats, défenseurs des accusés, Maître Alfredo Batillano, Laura Caller Iberico et Marcial Chalco Reyes, n'avaient pas eu le temps de se faire enregistrer par le collègue des avocats de Tacna. Les avocats furent obligés de protester, dès avant le début du procès, contre ce changement intempestif du lieu du siège du tribunal, qui diminuait encore, si c'était possible, les garanties nécessaires pour leurs clients. Hugo Blanco et les autres accusés avaient été transportés d'urgence, sans aucun avis préalable, d'Arequipa à Tacna.

Durant sa longue détention, et attendant d'être jugé, Hugo Blanco avait déjà dû, à plusieurs reprises, protester et faire la grève de la faim (10 fois) contre l'impossibilité de voir son avocat, de préparer sa défense, etc. Le Dr Batillano, avocat de Hugo Blanco, a d'ailleurs été lui-même emprisonné, pendant trois mois, en 1965.

La Troisième Zone judiciaire de police (tribunal militaire), était, comme on l'a fait remarquer, à la fois juge et partie, puisque Hugo Blanco et ses camarades étaient accusés d'avoir tué des policiers.

Dès l'ouverture du procès, une très grande place y fut consacrée dans la presse, qui y vit, à juste titre, un événement politique national des plus importants.

Les accusés étaient : Hugo Blanco Galdos, Pedro Candela Santillana, Aniceto Munoz Pinares, José Paucar, Tiburcio Bolanos Davalos, Louis Aguilar Volla-corta, Fortunato Vargas Guzman, Gerardo Carpio Molina, José Zuniga Letona, Humberto Caraza Moscoso, Vicente Ortiz Quispe, Leonidas Carpio Jordan, Fidel Orué Ortiz, Marcelino Rosa, Bernardino Zarate Ramirez, Pascual Zarate Ramirez, Crisologo Gordillo Alman-doz, Lucio Bengolea Torrez, Moises Paz Huacoa, Fortunato Torres Paniagua, Emiliano Sermordez Ojeda, Andres Gonzales Tejada, Francisco Cayo Palomino, Antonio Huaccoc Leon, Nemesio Bocangel Zavala, Gregorio Surce Quispe, Juan Pando Paucar et Bernardino Quispe Lavilla.

La presse bourgeoise du Pérou a raconté comment, dès la première audience, le président du tribunal, le colonel Roberto Acosta, rappela sévèrement à l'ordre Hugo Blanco, parce que celui-ci « lançait des cris contre les juges », dénonçait le tribunal, ou encore, se levait, s'écriant, suivi par ses 27 compagnons : « Tierra o Muerte ! ».

Dès le début du procès, les défenseurs des 28 accusés ont exigé — sans l'obtenir — la présence comme témoin de Alfredo Romainville, un des propriétaires fonciers qui s'étaient rendus coupables des pires exactions contre les paysans. Ils protestèrent aussi contre la tenue du procès en espagnol, alors que la majorité des accusés ne parlaient que le quichua.

Le 3 septembre, l'auditeur demanda au conseil de guerre la peine de mort pour Hugo Blanco. L'auditeur militaire, le colonel Jesus Fernandez Hernani, basait sa demande sur l'article 152 du code pénal péruvien.

Il disait que Blanco avait commis des assassinats lors de l'assaut d'un poste de la garde civile où deux gardes furent tués par des coups de fusils. Le procureur de la république n'avait exigé que 25 ans de prison. Selon le code de justice militaire, les auditeurs militaires doivent assister à tous les conseils de guerre et donner leur opinion sur tous les cas soumis à la justice militaire.

D'après le journal *Correo* du 4 septembre, pendant cette audience, « Hugo Blanco se comportait très fièrement. Il répondit par des exclamations à l'interrogatoire du président du tribunal militaire et du procureur. Il dit que le texte de l'instruction était mensonger et, désignant un groupe de membres de la garde républicaine, il s'exclama « Ce sont des mensonges ! ceux-ci savent bien que ce sont des mensonges ! » A propos des autres accusés, le même journal écrit : « Ils nient toutes leurs déclarations qui figurent dans l'instruction et assurent avoir été forcés, maltraités et torturés dès leur capture à La Convencion et à Chaupimayo. Ils ont révélé des phases inconnues de l'attaque de deux postes de gardes civils et de leur organisation et de sa discipline de fer sous les ordres de Hugo Blanco. »

Ils expliquèrent qu'ils s'étaient affilié au syndicat pour se défendre contre les abus des propriétaires des haciendas, spécialement de Romainville, qui les payait 20 centavos pour douze heures de travail par jour, et tous, sans aucune exception, se solidarisaient complètement avec Hugo Blanco.

Durant l'interrogatoire de ces accusés, la presse a remarqué comment les juges s'adressaient avec mépris aux paysans. Des incidents violents ont eu lieu quand les avocats ont protesté énergiquement contre ces insultes. Les avocats ont également dû demander

un examen psychiatrique d'un des accusés, qui avait perdu la raison sous les tortures. Un autre avait la clavicule brisée et une jambe cassée, par suite des tortures.

Après ces interrogatoires, une véritable bombe éclata à l'audience quand Hugo Blanco prit la parole pour prendre la responsabilité des attaques des postes de la garde civile. Hugo Blanco transforma l'audience en une mise en accusation du système, expliquant son travail syndical devant les magistrats en uniforme et la très nombreuse assistance qui se pressait dans la salle, et révélant que la première attaque contre un poste de la garde, à Puycura, avait eu lieu après que les gardes aient commis des abus contre la population.

« A tout moment, dit le *Correo* du 7 septembre, Blanco se présente comme le chef dirigeant ces actions sanglantes, justifiant ses décisions et racontant tous ses mouvements avec beaucoup de détails. »

L'audience du 6 septembre fut suspendu après que Hugo Blanco, désignant du doigt l'auditeur militaire, se fût exclamé : « Si on veut m'appliquer la peine de mort, que ce ne soient pas des gardes civils qui me fusillent, ce sont aussi des gens du peuple, mais que ce soit celui-là, le colonel Jesus Fernandez personnellement ! »

Le 8 septembre, après le réquisitoire du procureur de la république, Hugo Blanco était condamné à 25 ans de prison à la prison de El Fronton, Pedro Candela à 22 ans, tandis que 19 autres accusés étaient condamnés à des peines allant de 2 à 5 ans de prison. La salle dut être évacuée quand les condamnés reprirent en chœur :

« Tierra o muerte » et
« Viva la Revolucion ! »

La campagne de défense de HUGO BLANCO doit continuer

De nombreux textes de protestation nous sont parvenus, demandant l'acquiescement et la mise en liberté immédiats de Hugo Blanco.

Nous remercions tous ceux qui ont participé à la campagne. Nous ne pouvons citer ou reproduire tous les textes de protestation. Ils émanent de lord Bertrand Russell, du Comité central de la Ligue des Socialistes Irlandais, d'Isaac Deutscher, de toute une série d'universitaires américains, du Comité central du Parti Wallon des Travailleurs (Belgique), de la Ligue communiste révolutionnaire (Japon), de nombreux militants français qui nous ont envoyé des pétitions, etc.

En Argentine, des personnalités ont signé un mémorandum sur la situation de Hugo Blanco ; parmi eux un ancien président : Alexandre Gomez et le professeur Silvio Frondizi. Après avoir été informés du début du procès, un groupe de personnalités parmi lesquelles Barletta et Luis Franco ont présenté une requête au gouvernement péruvien demandant l'amnistie pour les détenus.

Nos lecteurs connaissent déjà le télégramme adressé

à Belaunde Terry par un groupe d'écrivains, d'artistes et d'intellectuels français. Une lettre a été envoyée par les Jeunesses communistes et socialistes d'unité prolétarienne de Piacenza (Italie) à l'ambassadeur du Pérou à Rome.

Au Pérou s'est formé un Comité de Défense de la vie de Hugo Blanco qui a édité tracts et affiches avant et pendant le procès. De nombreuses prises de position syndicales ont été publiées : parmi elles celles de la Fédération départementale des travailleurs d'Arequipa, de la Fédération universitaire de Cuzco, la Fédération de l'Université nationale des Ingénieurs ACUNI, etc.

Des personnalités de la démocratie chrétienne péruvienne ont protesté également contre l'arbitraire judiciaire.

Cette campagne ne peut en rester là ! Il faut sortir de prison tous les condamnés de Tacna ! Il faut arracher l'amnistie pour tous les prisonniers politiques péruviens !

LES TROTSKYSTES ARGENTINS : FRONT

L'article suivant est tiré de l'hebdomadaire *la Verdad*, un des organes du Parti révolutionnaire des travailleurs d'Argentine. Ce Parti, qui a tenu récemment son deuxième congrès, les 22 et 23 mai, à Rosario, est celui des trotskystes argentins. L'article ci-dessous constitue l'éditorial par lequel le P.R.T. donne une première analyse de la signification du coup d'Etat militaire. Le coup venait d'avoir lieu quand le journal parut, le 4 juillet. Habituellement imprimé, il paraît ronéotypé, les imprimeurs ayant refusé de le fabriquer, par peur de représailles.

Ce qui a poussé les forces armées à intervenir, c'est la perspective probable d'une victoire que le mouvement ouvrier des principales provinces argentines — Buenos Aires, Cordoba et Tucuman — aurait assurée au péronisme dans les élections de 1967. C'est ce facteur qui a été déterminant dans la politique des différents secteurs de l'armée et des forces patronales qui s'identifient à eux.

Dans ce sens, un front solide de toutes les forces armées s'est constitué pour empêcher un processus difficile à contrôler. L'armée n'a pas pris le pouvoir par peur du péronisme lui-même, mais

parce qu'elle prévoyait que le triomphe du péronisme aurait ouvert la voie à un renforcement du mouvement ouvrier qui serait dangereux pour la stabilité du régime. C'est ce qui a provoqué la rupture de l'ordre dit constitutionnel. C'est un coup préventif pour empêcher le développement de la montée ouvrière et populaire dans les provinces-clés du pays.

Mais la raison pour laquelle le coup a pu réussir réside dans le recul objectif de la classe ouvrière, provoqué par la conduite néfaste de ses directions syndicales. C'est ce recul, commencé en janvier 1959, et qui a atteint aujourd'hui son point maximum, qui a rendu le coup d'Etat possible.

Tous ces aspects se sont déroulés sur la toile de fond d'une détérioration croissante de la structure économique débilée du pays.

Les secteurs pétroliers et industriels, de concert avec les autres secteurs, les éleveurs de bétail et d'autres, non représentés dans le gouvernement, diversement affectés par la politique d'Illia, ont contribué, de façon décisive, à mettre le coup d'Etat au point. Ceci ne signifie pas encore que la dictature qui s'est affirmée représentera spécialement les intérêts des industriels. Bien qu'il soit difficile de

préciser dès maintenant quel sera le caractère du nouveau gouvernement, nous en donnerons une définition approximative en disant qu'il s'agit d'une dictature des forces armées, tendant à définir une politique d'ensemble pour tous les secteurs du capital argentin, ce que le gouvernement d'Illia n'avait jamais pu faire, bien qu'il comptât en principe sur l'appui du patronat. La junte militaire se propose donc de remplacer l'anarchie qui règne à l'heure actuelle entre les divers secteurs patronaux, au moyen d'un gouvernement « bonapartiste ».

Bien que les nouvelles autorités patronales profitent de la division du mouvement ouvrier, ce qui facilite leurs plans pour opérer une nouvelle distribution des profits entre les divers secteurs patronaux, la crise économique du pays empêchera tout accord permanent entre les secteurs du patronat. Depuis que l'ère des « vaches grasses » s'est terminée, des accords n'ont plus été possibles depuis la Seconde Guerre mondiale. Peron est tombé pour cette raison précise, et les coups d'Etat successifs ont reflété cette situation. La tragédie du mouvement ouvrier est qu'à cause de leurs directions politiques et syndicales, les ouvriers n'ont jamais pu profiter des difficultés et des divergences entre les

secteurs patronaux, pour imposer un gouvernement ouvrier et populaire.

Responsabilité des directions du mouvement ouvrier

Pour cette raison, nous devons très sévèrement juger les directions du mouvement ouvrier qui ont trahi les intérêts historiques et immédiats de la classe ouvrière argentine, en s'inféodant à une politique de collaboration avec nos ennemis principaux.

Les directions syndicales du métal, du textile et de la viande sont les responsables de la déroute de la grève générale de 1959, qui fut à l'origine du recul général qui s'est aggravé à l'heure actuelle par la division du syndicat en trois morceaux. En faisant passer ses intérêts de caste avant ceux des travailleurs, la bureaucratie a facilité l'offensive patronale tout en permettant la perte de conquêtes et en freinant les tendances à la lutte révolutionnaire des masses ouvrières et populaires. Ce rôle de frein a empêché que toute la puissance de lutte, accumulée de 1955 à 1958, ne se développe, en la gâchant dans des grèves improvisées et mal dirigées, ou dans des luttes inopérantes et sans objectifs. C'est